

# Chapitre I

## La Grande-Bretagne en Afrique<sup>1</sup>

À l'exception de petits comptoirs essaimés sur le littoral, l'Angleterre avait véritablement pris pied en Afrique en 1795 puis en 1806, au cap de Bonne-Espérance, dans le but de contrôler ce verrou stratégique sur la route des Indes<sup>2</sup>. Durant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, elle tenta de freiner le mouvement d'occupation territoriale, avant de se lancer dans l'impérialisme, et cela, dans trois zones, l'Afrique australe, l'Égypte et le Soudan, l'Afrique de l'Ouest.

### A. L'Afrique australe

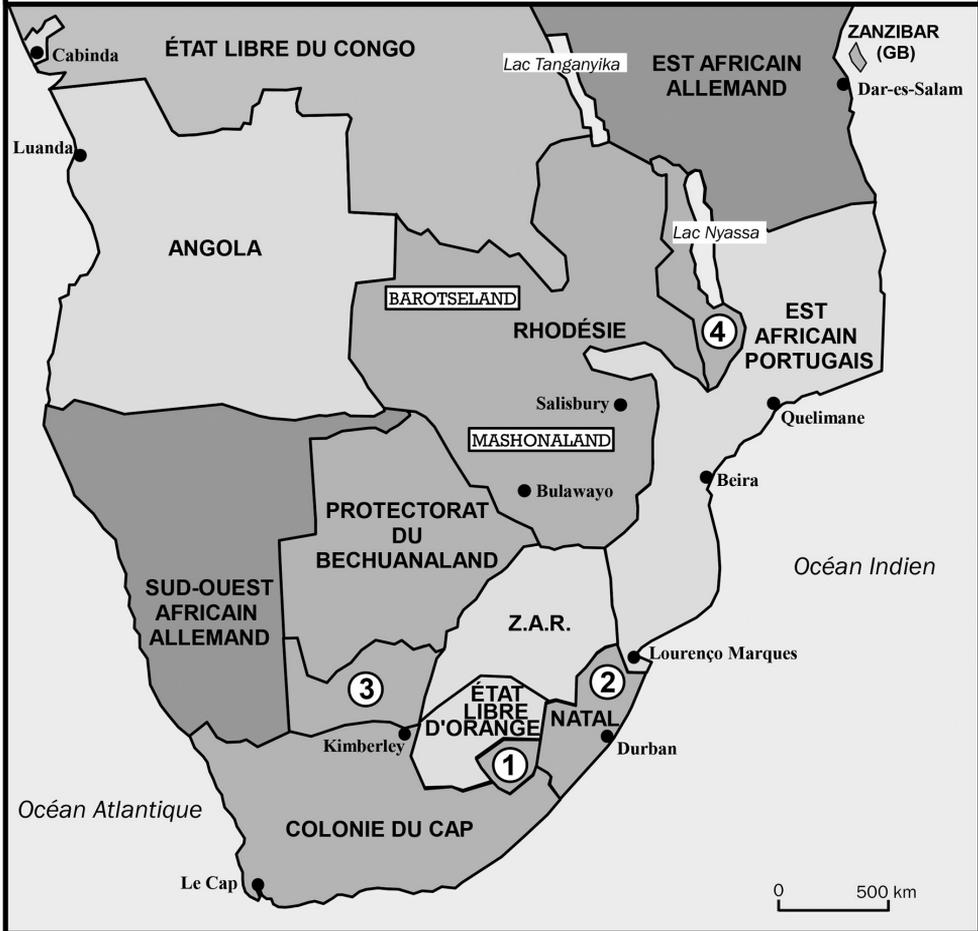
En 1881, les Boers du Transvaal avaient réussi à faire reculer l'Angleterre et à défaut de pouvoir les soumettre cette dernière s'employa à leur couper tout accès à l'océan Indien puis bloqua leur mouvement d'expansion vers le Nord par la constitution de la Rhodésie. Le protectorat anglais sur le Bechuanaland (l'actuel Botswana) et l'installation dans le Mashonaland et le Matabeleland, l'actuel Zimbabwe achevèrent cette politique. Les États boers étant pris au piège de leur continentalité, il n'allait plus rester à Londres qu'à les réduire, ce qui se fit entre 1899 et 1902.

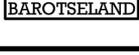
---

1. Pour l'état de la question concernant l'impérialisme britannique, on se reportera à : Newbury (1999 : 624-650) et à Flint (1999 : 450-462).

2. Dans son entreprise coloniale Londres opéra une « sélection spatiale » à l'échelle du globe, en prenant le contrôle des carrefours maritimes essentiels pour elle et des espaces vierges ou très peu peuplés dans lesquels elle pût édifier des colonies de peuplement (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande).

# L'AFRIQUE AUSTRALE DE 1854 À 1900



- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
|  | Possessions portugaises   |  | BASUTOLAND                                     |
|  | Possessions britanniques  |  | SWAZILAND                                      |
|  | Républiques boers<br>Z.A.R. : République d'Afrique du Sud<br>ou Transvaal |  | BECHUANALAND<br>(annexé par la Colonie du Cap) |
|  | Possessions belges  |  | PROTECTORAT DU NYASSALAND                      |
|  | Possessions allemandes  |  | Territoire ethnique                            |

## 1. La Rhodésie

Cecil Rhodes était à la tête d'une énorme fortune bâtie dans l'exploitation des mines de diamant. Il avait fondé la BSAC (*British South Africa Company*), devenue une compagnie à charte le 29 octobre 1890, avec des privilèges considérables (droits de police, de commerce, d'exploitation des mines et de création de voies ferrées), sur un immense territoire situé au nord du fleuve Limpopo. C'est la BSAC qui ouvrit cette partie de l'Afrique australe à la colonisation britannique et cela, sans intervention directe de Londres. Pour mener cette politique, Rhodes agit en deux temps, contre le Portugal d'abord, puis contre les Matabele ensuite.

En 1886, l'explorateur portugais Serpa Pinto avait proposé le protectorat de Lisbonne aux Makololo vivant au sud du lac Nyassa (Malawi). Au mois de janvier 1890, Londres imposa à Lisbonne l'abandon de toutes ses revendications sur les territoires shona et kololo et en 1891 le Portugal reconnut à la BSAC la possession de cette zone. En 1893, sous le nom de Nyassaland, elle devint officiellement protectorat anglais. Cecil Rhodes avait ainsi bloqué l'expansion portugaise qui aurait pu menacer la continuité de l'axe impérial du Caire au Cap.

Au mois de mars 1889, Cecil Rhodes arriva à Londres, porteur d'un traité signé par Lobenguela, le roi des Matabélé, dont le territoire, le Matabeleland, recouvrait le sud de l'actuel Zimbabwe. Ce traité accordait à la BSAC, la possession du sous-sol minier du royaume. En 1893, la guerre éclata avec les Matabélé. Jameson, l'homme de confiance de Rhodes arma les 700 Blancs vivant dans la région du fort Salisbury et il prit d'assaut Bulawayo, la capitale de Lobenguela. En mai 1895, en l'honneur de Cecil Rhodes, le territoire fut baptisé Rhodésie. La Rhodésie n'était cependant qu'une étape vers le Nord et les agents de la BSAC signèrent un accord avec les Barotse du Barotseland. Les « savanes du sud » étaient donc atteintes et le partage de ce qui allait devenir la *copperbelt* se fit alors entre la BSAC et l'État indépendant du Congo. La première se vit reconnaître la possession de la future Rhodésie du Nord (l'actuelle Zambie) et le second celle du Katanga.

## 2. Les Républiques boers

En 1867 des diamants avaient été découverts dans une partie désolée du Griqualand située à la confluence de l'Orange, du Vaal et du Harts, dans la zone où la ville de Kimberley, du nom de Lord Kimberley, secrétaire aux Affaires coloniales, allait bientôt surgir de terre<sup>1</sup>. En 1886, le Transvaal eut

---

1. À Kimberley, les diamants se trouvaient dans de véritables filons, des « tuyaux », et non pas dans des sables alluviaux comme à la confluence des trois rivières citées ci-dessus. Ces filons devaient être suivis en profondeur et, rapidement, les petits prospecteurs indépendants furent

la chance de mettre au jour sur son territoire le principal gisement aurifère mondial. Les extractions débutèrent rapidement et la ZAR (République d'Afrique du Sud)<sup>1</sup>, devint la principale puissance économique de la région et Johannesburg, ville nouvelle, devint alors capitale minière ainsi que métropole bancaire et industrielle. Six ans après la construction des premières cabanes de prospecteurs, la ville comptait 80 000 habitants. En dix ans, 90 000 Blancs s'y installèrent. Cette population cosmopolite venait en majorité d'Europe. Ces immigrants furent désignés par les Boers du nom péjoratif pour eux de *Uitlanders*, littéralement « ceux qui n'ont pas de terre ».

### Rhodes et Kruger

Dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire de l'Afrique australe fut marquée par l'opposition entre Cecil Rhodes et Paul Kruger, deux hommes que tout opposait. Cecil Rhodes était un personnage paradoxal. De santé fragile mais fasciné par Nietzsche et son « surhomme », cet impérialiste convaincu de la supériorité de l'*homo britannicus* estimait les Boers. Il fonda même sa carrière politique dans la Colonie du Cap grâce à une alliance conclue avec l'*Afrikaner Bond* qui y représentait les Afrikaners. La vision impériale de Rhodes était intrinsèquement raciale. Pour lui, il existait en effet entre les « races » humaines, non seulement une différence, mais encore une hiérarchie. Selon lui, la « race » blanche en occupait le niveau le plus élevé mais, en son sein, l'« Anglo-Saxon-Germain » était le plus « doué » pour être le véritable maître du monde. Or, les Boers étaient des Germains. Son but était l'unité raciale germanique-anglo-saxonne dont le moteur était précisément l'impérialisme britannique. Les Boers devaient donc collaborer à l'œuvre impériale au lieu de s'y opposer au nom d'un fractionnisme hérité d'une interprétation restrictive de la Bible.

Cette vision raciale-politique ne pouvait être acceptée par Kruger et cela pour au moins deux raisons. La première était que les Boers pensaient que Dieu avait donné à leur peuple, qui était le « Peuple élu », la terre d'Afrique à charge pour lui d'y apporter la civilisation, c'est-à-dire les principes de vie découlant d'une stricte application de l'Ancien Testament. Or, Dieu n'avait pas prévu que cette terre puisse un jour être partagée avec de nouveaux venus. Qu'ils soient blancs de peau ne changeait rien à ce postulat car ces étrangers, ces *Uitlanders*, étaient aux yeux des Boers des êtres quasiment sataniques puisqu'ils ne se conformaient pas aux règles de vie édictées par le Tout-Puissant<sup>2</sup>.

---

contraints de se mettre au service de sociétés capables d'investir dans l'achat d'engins coûteux et sophistiqués. La concentration industrielle fut même très rapide puisque, dès 1890, la *De Beers Mining Company*, fondée en 1880 par Cecil Rhodes, produisait 90 % de tous les diamants extraits en Afrique australe.

1. Ou ZAR (*Zuid-Afrikaansche Republiek*), ou Transvaal.
2. Ils cherchaient à s'enrichir, buvaient, fréquentaient les filles de « mauvaise vie » qui suivaient leur installation, et ne respectaient même pas les interdits du dimanche. Pour les Boers, ils vivaient donc comme des païens.

La seconde raison était que Kruger n'était pas raciste au sens moderne du terme. Pour lui, les hommes n'étaient pas divisés en « races », mais en « vrais » chrétiens et en païens. Pour les Boers, les Noirs, qu'ils considéraient certes comme des enfants, étaient d'abord des créatures de Dieu qu'ils avaient pour mission d'éclairer afin de les hisser à leurs côtés, mais d'une manière séparée, vers les « Lumières de la Révélation chrétienne ». Les Boers qui votaient pour Paul Kruger considéraient la Bible comme la seule référence politique et sociale. Selon eux leur communauté devait obéir à ses chefs patriarches, comme durant les temps bibliques, car ils étaient les intermédiaires entre eux et un Dieu tout-puissant dont le courroux serait terrible si l'on n'obéissait pas à Sa parole. Dans le monde boer tel qu'ils voulaient le pérenniser, l'argent, le profit et le luxe n'avaient pas leur place. Les hommes avaient été mis sur terre pour surveiller les troupeaux, protéger la communauté et pour faire de nombreux enfants à leurs femmes dont la mission divine était précisément d'enfanter et d'obéir à leurs époux dont le pouvoir était une délégation du Tout-Puissant. Dans les années 1890, quand leur pays avait été frappé par une invasion de sauterelles détruisant les récoltes, ils avaient refusé l'aide des Britanniques de la Colonie du Cap et du Natal, considérant cette catastrophe comme un fléau biblique devant être accepté avec résignation puisqu'il était envoyé comme une punition par le Tout-puissant à son Peuple qui avait certainement pêché.

L'opinion publique boer n'était pas cependant pas monolithique et deux grands courants s'opposaient, les conservateurs qui se reconnaissaient dans Kruger et les modernistes dans le général Piet Joubert (1831-1900). Ce dernier était suivi par plusieurs jeunes chefs dont Botha et Smuts qui furent parmi les plus brillants généraux de la guerre des Boers. Pour ces hommes, le futur ne se résumait pas à un décalque idéalisé de la vie des patriarches de la Bible et il était nécessaire de conclure un partenariat avec la Grande Bretagne. Ils avaient également compris que les immigrants européens constituaient non une menace, mais au contraire un renfort démographique vital permettant cette ouverture sur l'extérieur qui manquait tant aux Républiques boers. Ils avaient conscience que, coupés de l'Europe depuis deux siècles, vivant en autarcie, les Boers étaient incapables de répondre seuls aux défis de la modernité. Piet Joubert et ceux qui le soutenaient, voyaient bien que face à la démographie des Noirs, il n'y aurait d'avenir pour les Blancs vivant dans ce pays, qu'unis. Mais, de 1883 à 1898, lors de chaque élection, Piet Joubert fut constamment battu par Paul Kruger. Au moment où la survie de la nation boer afrikaner passait par une nécessaire modernisation, les électeurs du Transvaal se donnèrent ainsi pour chef celui de leurs responsables qui était le plus étranger à l'idée même d'innovation.

Les revenus de la ZAR décuplèrent en quatre ans et en quinze ans, ils furent multipliés par plus de vingt. L'or avait ainsi fait du Transvaal un État fabuleusement riche.

Pour Londres, le risque était qu'il parvienne à constituer le futur pôle politique de l'Afrique australe aux dépens des colonies anglaises du Cap et du Natal. Une course de vitesse s'établit alors entre la Grande Bretagne et la ZAR. Pour Londres, la priorité était d'interdire à la République boer tout accès à la mer. À cette époque, du Cap au nord de Durban, toute la côte étant sous contrôle anglais, la seule et unique possibilité d'ouverture sur la

mer existant pour le Transvaal était le Tongaland (voir carte, p.), territoire compris entre le Swaziland et l'océan (Kuper, 1986). En 1894, les kommandos boers avaient d'ailleurs pris le contrôle du Swaziland et ils s'apprêtaient à faire de même du pays tonga et de son littoral. Au mois de juin 1895, Londres réagit à cette menace en annexant la région et en fermant ainsi aux Boers la dernière porte qui leur était encore ouverte vers la mer. Désormais, le Transvaal, pris au piège de son enclavement allait devoir s'entendre avec les Portugais qui possédaient la baie Delagoa afin de disposer de facilités portuaires à Lourenço Marques.

C'est en luttant pour l'obtention du droit de vote des Uitlanders que Cecil Rhodes tenta de prendre le pouvoir dans la ZAR. Les Boers considéraient les *Uitlanders* comme étrangers à la communion culturelle afrikaner. Il n'était donc pas question que la nationalité de la ZAR leur soit accordée, avec les droits civiques en découlant. Pour le président Kruger, toute demande britannique allant dans ce sens était même inacceptable<sup>1</sup>.

En 1892, les plus militants parmi les Uitlanders fondèrent la *Transvaal National Union*, dénoncée par Kruger comme une association subversive. Au même moment Cecil Rhodes inventa à leur sujet le fameux slogan : « *Des droits égaux pour tous les hommes civilisés au sud du Zambèze.* » La formule allait porter sur une opinion publique anglaise excédée par l'attitude des autorités boers à l'égard de leurs compatriotes, traités au même plan que les travailleurs noirs, ce qui, aux yeux des Britanniques, était une provocation.

Le plan de Rhodes consistait en une invasion du Transvaal par un corps expéditionnaire venu de Rhodésie pour appuyer un soulèvement « spontané » des Uitlanders. En d'autres termes, à la faveur d'une insurrection des Uitlanders, les Britanniques seraient « contraints » d'intervenir et pour éviter la guerre civile, ils placeraient alors la ZAR sous leur autorité. Rhodes entreprit de lever une petite armée pour le compte de la BSAC. Il la mit sous le commandement du docteur Leander Starr Jameson, l'homme qui, en 1893, avait réussi à imposer le protectorat britannique sur la Rhodésie et qui était à ce moment-là responsable de la construction de la voie ferrée au nord du fleuve Limpopo. Il prétendit que la *Chartered* devait protéger ses chantiers et il recruta à cette fin une force de 510 hommes qui devait constituer le

1. Le paradoxe de la situation était réel, comme ne manqua pas de le noter le chef du parti libéral, Sir Henry Campbell Bannerman, quand il déclara à propos de la question uitlander : « Il serait tout à fait curieux de partir en guerre pour permettre à des citoyens britanniques de changer de nationalité ». (cité par Wesseling, 1996 : 442, note 190). Kruger exigeait de ces étrangers blancs leur soumission aux lois du Transvaal. Le choix qu'il leur proposait était clair : « C'est mon pays [...] ceux qui ne veulent pas obéir à ses lois n'ont qu'à le quitter », avait-il coutume de dire.

noyau de son corps expéditionnaire. Il se rendit ensuite à Johannesburg où, le 17 novembre 1895, au cours d'une entrevue avec les chefs *uitlanders*, il mit au point le plan combiné de soulèvement-invasion.

Jameson se mit en marche dans la nuit du dimanche 29 décembre 1895. Prévenus dès le matin du 30 décembre, les Boers mobilisèrent leurs kommandos. La journée du 31 leur permit de localiser et de suivre les envahisseurs auxquels ils livrèrent bataille le 1<sup>er</sup> janvier 1896 à Krugersdorp, à quelques kilomètres à l'ouest de Johannesburg. Jameson fut battu et sa petite armée tenta de se replier, mais en vain car, le lendemain, les kommandos l'encerclèrent. Jameson dut se rendre. Enchaînés, les prisonniers furent conduits à Pretoria et emprisonnés avant d'être remis aux autorités britanniques (Lugan, 1998a).

Cecil Rhodes qui apparût comme le grand vaincu de l'échec de Jameson en tira les conséquences en démissionnant, à la fois de son poste de Premier ministre de la Colonie du Cap et de celui de directeur de la *Chartered Company*. Le gouvernement de la Colonie du Cap tomba et Rhodes fut remplacé comme Premier ministre par Gordon Sprigg<sup>1</sup>.

### 3. Les colonies du Cap et du Natal

Dans les années 1854-1884, pendant que les Républiques fondées par les *Voortrekkers* perdaient puis regagnaient leur indépendance, la Colonie du Cap faisait l'expérience de la gestion de ses propres affaires. L'évolution de la doctrine britannique s'était faite dans les années 1840-1850, quand le Canada d'abord, l'Australie ensuite, furent dotés de gouvernements représentatifs et que l'idée d'accorder une certaine autonomie à la Colonie du Cap commença à faire son chemin.

Après la démission de Rhodes, les élections d'avril 1899 furent remportées par l'*Afrikaner Bond* dirigé par Hofmeyr, mais ce fut Schreiner, un modéré, qui accéda au pouvoir. Il était tiraillé entre ses origines boers et son loyalisme envers la Grande-Bretagne, ce qui rendait sa position particulièrement inconfortable. L'opposition était représentée par le *Parti progressiste* dirigé par Gordon Sprigg et dont l'électorat était composé des anglophones majoritairement acquis aux vues impérialistes métropolitaines et qui considéraient

---

1. La commission d'enquête qui fut constituée mit le gouvernement britannique hors de cause; ni le ministre des colonies Chamberlain ni Sir Hercules Robinson, le gouverneur, ni même Cecil Rhodes n'eurent de comptes à rendre. En revanche, Jameson et son lieutenant Willoughby furent condamnés à quinze mois de prison. Quatre mois plus tard, Jameson fut libéré pour raisons médicales. Alors que le raid brisa net la carrière de Rhodes, il propulsa au contraire Jameson, devenu un héros pour les impérialistes du Cap qui l'élirent député en 1900. Il fut ensuite chef du parti progressiste, avant de devenir Premier ministre de la Colonie du Cap de 1904 à 1908.

qu'il était temps de mettre les Boers au pas. Impuissants et parfois même velléitaires, les membres du gouvernement du Cap vivaient dans la hantise de se voir accusés de « trahison ».

L'autre colonie britannique d'Afrique australe, le Natal, présentait une situation différente dans la mesure où sa population afrikaner avait émigré après l'annexion du 31 mai 1844, quand l'éphémère République Voortrekker de Natalia était devenue un district rattaché à la Colonie du Cap. Le Natal, colonie séparée de celle du Cap en 1856, était administré par un gouverneur détenant le pouvoir exécutif et par un conseil législatif composé de 16 membres dont 12 élus.

Le 10 mai 1893, le conseil vota la création d'un gouvernement responsable, ce que Londres entérina au mois de juillet. La Colonie du Natal avait donc accédé à l'autonomie, avec un Parlement à deux chambres et un ministère responsable devant lui.

La Colonie du Natal était bien moins vaste que celle du Cap, sa superficie étant d'environ 40 000 kilomètres carrés. En 1895, sa population était d'environ 600 000 personnes dont 50 000 Blancs, 500 000 Zulu et 40 000 Indiens. En effet, depuis 1860, une immigration d'Indiens était organisée, ces derniers travaillant comme coupeurs de canne sur les plantations. Le Natal, avec son climat tropical, était en effet une région de grandes plantations côtières (canne à sucre, thé, coton, café, tabac, etc.). La principale ville de la Colonie était Durban, avec un peu moins de 30 000 habitants. À la différence de ceux de la Colonie du Cap, divisés en Afrikaners et en fervents partisans de l'Empire, les Blancs du Natal étaient quasiment tous d'origine britannique et prêts à en découdre avec les Boers qu'ils détestaient. Cette attitude se retrouva d'ailleurs dans les prises de position différentes qu'eurent les gouvernements des deux colonies. Au Cap, la conciliation était prônée, tandis qu'à Durban l'on soufflait sur les braises. Cette attitude extrémiste est également bien illustrée par les réactions officielles lors des négociations anglo-boers des mois qui précédèrent l'embrasement régional et qui furent vues comme des tergiversations. Le Natal, qui avait totalement épousé la cause des Uitlanders, exigeait la guerre dans une ambiance de frénésie patriotique inconnue au Cap. Pour les impérialistes du Natal, la guerre aurait un but clairement avoué : la conquête pure et simple d'une partie du Transvaal, du Swaziland et du Basutoland.

#### **4. La fin des Républiques boers<sup>1</sup>**

L'échec du raid Jameson avait fragilisé la position britannique en Afrique australe. Londres ne pouvait cependant pas demeurer sur un tel échec. Ce que Rhodes n'avait pu conduire à terme le serait par Joseph Chamberlain

---

1. Lugan, 1998a : 95-118.